

CH_VB 91.3237 vom 30. September 1991

Bundesverwaltung, 1991-09-30, DE

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ch_vb_91.3237

FR: CH_VB 91.3237 du 30 septembre 1991

IT: CH_VB 91.3237 del 30 settembre 1991

Volltext

Motion Jelmini 808 30 septembre 1991 nicht wiederholen, die ich Ihnen damals im Rate kund und zu wissen getan habe; Sie können sie im Protokoll nachlesen. Die Kommission hat sich allzusehr von der nationalrätlichen Debatte beeindruckt lassen. Für mich ist der Entscheid im Nationalrat mit 58 zu 56 nicht unbedingt erheblich, um in diesem Moment einlenken zu müssen. Ich bin der Ueberzeugung, dass die Präsenz im Nationalrat bei der Behandlung dieses Geschäfts offensichtlich zu wenig repräsentativ war. Deshalb beantrage ich Ihnen im Interesse unserer Berggebiete, an unserem Beschluss von 900 Millionen Franken festzuhalten. M. Delamuraz, conseiller fédéral: Qu'il soit dit que je défends l'orthodoxie, qu'aussi bien au premier débat j'ai apprécié ce que M. Kündig a apporté et que j'apprécie ce que Mme Weber apporte maintenant, et sans entamer les longues soirées nées de l'horaire d'hiver, je peux limiter à cela mon entretien: n'oubliez pas l'état des finances fédérales et n'oubliez pas que la politique de rigueur, donc de partage des dépenses entre plusieurs domaines d'activité aussi intéressants les uns que les autres, réclame la modération dans l'octroi des crédits-cadres pour l'ensemble du secteur. Präsident: Es liegen folgende Anträge vor: Die Kommission beantragt 800 Millionen, Herr Ruesch 900 Millionen und Frau Weber 670 Millionen Franken. Abstimmung - Vote Eventuell-A titre préliminaire Für den Antrag der Kommission 19 Stimmen Für den Antrag Ruesch 17 Stimmen Definitiv - Définitivement Für den Antrag der Kommission 29 Stimmen Für den Antrag Weber 6 Stimmen An den Nationalrat-Au Conseil national #ST# 91.3237 Motion Jelmini Konjunkturpolitik. Gesetz zum Vollzug von Artikel 31quinquiesBV Mozione Jelmini Politica congiunturale. Legge di applicazione dell'articolo 31quinquies della Costituzione federale Motion Jelmini Politique conjoncturelle. Loi d'application de l'article 31quinquies est. Wortlaut der Motion vom 20. Juni 1991 Der Bundesrat wird eingeladen, ein Gesetz zum Vollzug von Artikel 31quinquies der Bundesverfassung vorzubereiten, mit dem eine wirksame Zusammenarbeit von Bund, Kantonen und Gemeinden, Wirtschaft und Nationalbank im Bereich der Konjunkturpolitik institutionalisiert und die Richtlinienkompetenzen von Regierung und Parlament sichergestellt werden. Testo della mozione del 20 giugno 1991 Il Consiglio federale è invitato ad elaborare una legge di applicazione dell'articolo 31quinquies della Costituzione federale che instauri una efficiente interazione della Confederazione, dei cantoni, dell'economia e della Banca nazionale nell'ambito della politica congiunturale, assicurando i compiti direttivi del governo e del Parlamento. Texte cte la motion du 20 juin 1991 Le Conseil fédéral est chargé d'élaborer une loi d'application de l'article 31quinquies de la Constitution fédérale afin d'instaurer une coordination efficace entre la Confédération, les cantons, la Banque nationale et l'économie privée dans le secteur de la politique conjoncturelle, conformément aux compétences du Gouvernement et du Parlement fédéraux en la matière M. Jelmini: Nous avons aujourd'hui un renchérissement qui est environ le double de celui qui se vérifie dans la plupart des pays européens comparables. En même temps, notre économie se trouve

dans une phase de stagnation. Les causes de cette situation pénible sont connues. Bien que l'article constitutionnel sur la conjoncture établisse que la politique conjoncturelle est une tâche commune de la Confédération, des cantons, de l'économie et de la banque d'émission, l'orientation de la conjoncture et en particulier la lutte contre l'inflation sont pratiquement confiées entièrement à la Banque nationale. Les mesures adoptées dans ce sens depuis quelque temps ont causé des inconvénients considérables, surtout à l'industrie du bâtiment, à l'économie d'exportation, ainsi qu'aux locataires, par les augmentations des loyers complètement injustifiées et par la réduction de la construction de logements. Des conséquences négatives du point de vue social et économique se produisent parce que nous ne disposons pas d'une politique conjoncturelle convenable qui permette d'intervenir rapidement et ponctuellement lorsque des tensions se produisent. Une politique qui vise à réaliser une évolution économique équilibrée doit pouvoir adopter plusieurs moyens, et à des niveaux différents. Elle doit avant tout intervenir dans les facteurs qui causent une surchauffe ou un renchérissement importants. Etant donné que notre économie se trouve sur le chemin d'une intégration accrue dans une politique économique, monétaire et conjoncturelle européenne en développement, notre politique conjoncturelle doit considérer ces circonstances de façon appropriée. Il y a trois ans, une demande analogue, à laquelle j'ai d'ailleurs souscrit, a été adressée au Conseil fédéral par M. Lauber. La situation était alors différente, le renchérissement était très réduit, et entre-temps la Banque nationale a commencé une lutte contre le renchérissement qui a obtenu l'effet inverse. Ces dernières semaines, un groupe d'experts a élaboré un rapport qui devrait constituer la base d'une loi sur une évolution économique équilibrée. Je n'ai pas encore pu étudier ce rapport, mais j'ai l'impression qu'il va dans la bonne direction. Nous avons surtout besoin d'une législation d'application de l'article 31 quinquies de la Constitution fédérale, qui puisse établir la collaboration de la Confédération, des cantons, de l'économie et de la banque d'émission, en respectant les compétences prioritaires du Conseil fédéral et du Parlement. C'est pourquoi je vous prie de bien vouloir transmettre ma motion. M.

Delamuraz, conseiller fédéral: Le Conseil fédéral est d'accord de recevoir cette motion en tant que motion - ce qui n'est pas très fréquent - parce que, d'une part, il a accepté la motion Lauber qui ne traitait pas spécialement du problème de la collaboration mais, d'une manière générale, demandait que l'on mette sous toit un instrument moderne pour permettre l'évolution économique équilibrée du pays dans le futur - on s'était rendu compte que la législation des années cinquante sur laquelle on travaillait était quelque peu dépassée, pour ne pas dire plus - et que, d'autre part, il a déjà fait usage des recommandations de cette motion puisqu'il peut mettre en consultation actuellement le projet de loi né du travail du groupe d'experts que nous avons mandaté. Il est évident, dans ce sens, que le Conseil fédéral ne peut qu'accepter la motion de M. Jelmini et qu'examiner en particulier, lorsque le projet de loi sera revenu de la consultation, s'il y a lieu de renforcer encore le point de la coopération parfaitement légitime que vous avez soulevé, en aménageant encore les articles du projet de loi y afférent. Les résultats de la consultation ne sont pas encore gagnés, et il peut y avoir, à propos

30. September 1991 809 Parlamentarische Initiativen. Parlamentsreform d'un tel projet, beaucoup d'ambitions, quelques réactions frileuses, mais l'aspect des choses que vous soulevez devrait recueillir l'unanimité des avis, de sorte que non seulement je puis accepter la motion, mais encore avoir la certitude, aujourd'hui déjà, qu'elle sera suivie d'effets. Ueberwiesen - Transmis #ST# 90.228/90.229 Parlamentarische Initiativen (Petitpierre/Rhinow) Parlamentsreform Initiativen parlementaires (Petitpierre/Rhinow)

Réforme du Parlement Differenzen - Divergences Siehe Seite 685 hiervor - Voir page 685 ci-devant Beschluss des Nationalrates vom 23. September 1991 Décision du Conseil national du 23 septembre 1991 A. Bundesgesetz über den Geschäftsverkehr der Bundesversammlung sowie über die Form, die Bekanntmachung und das Inkrafttreten ihrer Erlasse A. Loi fédérale sur la procédure de l'Assemblée fédérale, ainsi que sur la forme, la publication et l'entrée en vigueur des actes législatifs Art. 16 Abs. 1,1 bis, Iter, 2 Antrag der Kommission Abs. 1, Iter, 2 Mehrheit Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates Minderheit (Ziegler, Jagmetti, Kuchler, Reymond, Ruesch) Festhalten Abs. Ibis Festhalten Art. 16 al. 1,1 bis, Iter, 2 Proposition de la commission Al. 1, Iter, 2 Majorité Adhérer à la décision du Conseil national Minorité (Ziegler, Jagmetti, Kuchler, Reymond, Ruesch) Maintenir Al. Ibis Maintenir Art. 17 Abs. 1,2 Antrag der Kommission Mehrheit Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates Minderheit (Ziegler, Jagmetti, Kuchler, Reymond, Ruesch) Festhalten Art. 17 al. 1,2 Proposition de la commission Majorité Adhérer à la décision du Conseil national Minorité (Ziegler, Jagmetti, Kuchler, Reymond, Ruesch) Maintenir Huber, Berichterstatter: Ich sage zuerst, bevor ich auf die erste Differenz eintrete, kurz einige Sätze über den Stand der Differenzen allgemein. Der Ständerat hat in seinen Beratungen vom 19. September eine Anzahl von Differenzen zu den Beschlüssen des Nationalrates geschaffen. Der Nationalrat - das ist nun doch beachtenswert - ist unterdessen bei den meisten umstrittenen Fragen auf die Beschlüsse des Ständerates eingeschwenkt. Bei drei Punkten hat er an seinen früheren Beschlüssen festgehalten: Beim Differenzbereinigungsverfahren, bei der Amtsdauer der Mitglieder des Europarats und beim Kredit für die persönlichen Mitarbeiter oder Mitarbeiterinnen, die zur Verfügung stehen sollen. Ihre Kommission hat am 26. September, also am vergangenen Donnerstag, zu den aufgeworfenen Fragen Stellung genommen und ist in der Lage, ihre Anträge zu unterbreiten. Zum Differenzbereinigungsverfahren, Geschäftsverkehrsgesetz Artikel 16 und 17 - mit Ihrer Genehmigung, Herr Vizepräsident, weil die Artikel 16 und 17 zusammengehören -: Hier hatte der Ständerat mit 15 zu 13 Stimmen entgegen den Empfehlungen der Kommission beschlossen, beim heute geltenden Verfahren zu bleiben. Der Nationalrat hat einstimmig beschlossen, an seinem Beschluss festzuhalten, wonach das Differenzbereinigungsverfahren gestrafft wird. Dazu gehören drei Schritte: 1. Nachdem das Geschäft ein erstes Mal in beiden Räten behandelt worden ist, koordinieren die beiden vorberatenden Kommissionen die Vorberatung der Differenzen. Die Vorberatung kann gemeinsam erfolgen; die Entscheide aber erfolgen getrennt. Dies finden Sie in Absatz 1 von Artikel 16. 2. Die Behandlung der Differenzen findet anschliessend in der Regel in beiden Räten in derselben Session statt. Dies finden Sie in Absatz Ibis von Artikel 16. 3. Wenn weiter Differenzen bestehen, wird eine Einigungskonferenz bestellt, die eine Verständigungslösung zu suchen hat. Dies finden Sie in Artikel 17. Die Idee hinter diesen Vorschlägen besteht darin, das in der Öffentlichkeit häufig kritisierte parlamentarische Verfahren zu straffen und die Kommissionen, soweit sinnvoll, zur Koordination und zum gemeinsamen Arbeiten zu motivieren. Ihre Kommission schlägt Ihnen nun einen Kompromiss vor: Dem Grundsatz der Koordination und Zusammenarbeit unter den Kommissionen wird zugestimmt. Die Kommission beantragt mit 8 zu 4 Stimmen, bei Artikel 16 Absatz 1 dem Nationalrat zuzustimmen; hingegen beantragt sie mit 7 zu 5 Stimmen, Absatz Ibis zu streichen. Die Behandlung der Differenzen in beiden Räten in derselben Session soll zwar angestrebt werden; sie soll jedoch im Gesetz nicht als Regel verankert werden. Die Kommission befürchtet einen zu grossen Zeitdruck. Ebenfalls mit 7 zu 5 Stimmen beantragt die Kommission, bei den Absätzen Iter und 2 dem Nationalrat

zuzustimmen. Hier geht es um redaktionelle Fragen. Bei Artikel 17 soll dem Nationalrat gefolgt werden: Die Einigungskonferenz soll nach der zweiten Behandlung in jedem Rat in Funktion treten, um die verbleibenden Differenzen auszuräumen. Wie Sie auf der Fahne sehen, beantragt die Minderheit Ziegler, an den Beschlüssen des Ständerates festzuhalten. Ziegler, Sprecher der Minderheit: Die Minderheit besteht aus dem Sprechenden, den Herren Kollegen Gadiant, Kuchler, Raymond und Ruesch. Sie beantragt Ihnen, an Artikel 16 Absatz 1 festzuhalten, Absatz Ibis und Iter zu streichen und bei Artikel 17 festzuhalten. Wir befinden uns nach wie vor bei der Regelung des Differenzbereinigungsverfahrens. Differenzen sollen ausdiskutiert und tatsächlich bereinigt, nicht in einer vorgeschriebenen Hektik und mit Gewalt beseitigt werden. 1. Zu Artikel 16 Absatz Ibis, wo die Mehrheit mit der Minderheit einiggeht, muss ich keine Ausführungen machen. Ich meine aber doch, dass im ganzen gesagt werden muss, dass wir uns nicht in eine Hektik hineinmanövrieren lassen sollten, noch weniger diese Hektik sogar vorschreiben sollten. Wir

Schweizerisches Bundesarchiv, Digitale Amtsdruckschriften Archives fédérales suisses, Publications officielles numérisées Archivio federale svizzero, Pubblicazioni ufficiali digitali Motion Jelmini Konjunkturpolitik. Gesetz zum Vollzug von Artikel 31quinquiesBV Motion Jelmini Politique conjoncturelle. Loi d'application de l'article 31quinquies cst. Mozione Jelmini Politica congiunturale. Legge di applicazione dell'articolo 31quinquies della Costituzione federale In Amtliches Bulletin der Bundesversammlung Dans Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale In Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale Jahr 1991 Année Anno Band IV Volume Volume Session Herbstsession Session Session d'automne Sessione Sessione autunnale Rat Ständerat Conseil Conseil des Etats Consiglio Consiglio degli Stati Sitzung 09 Séance Seduta Geschäftsnummer 91.3237 Numéro d'objet Numero dell'oggetto Datum 30.09.1991 - 16:00 Date Data Seite 808-809 Page Pagina Ref. No 20 020 580 Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung. Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.

Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.